



Plan d'urgence pour l'École

Le 24 juin, mobilisons nous !

Les personnels de l'Éducation ont dû faire face à la crise sanitaire et la fermeture des écoles et établissements seuls et sans le soutien du ministère. Obligés d'inventer de toute pièce une « continuité pédagogique » sans ligne directrice et sans outils efficaces, ils ont dû ensuite assurer la réouverture sans consigne claire et sans préparation.

Pire, le gouvernement, par son ambivalence pônant à la fois la réouverture générale et le maintien d'un protocole strict, place les collègues sous pression permanente et génère l'incompréhension des parents devant la difficulté d'accueillir leurs enfants. Cela a conduit à une campagne médiatique haineuse à l'égard des enseignant·es qui ne se sont guère senti·es soutenu·es par leur ministre.

Pour la réouverture totale du 22 juin, le ministère abolit en 2 jours la mesure de distanciation obligatoire de 1m entre élèves dans un protocole sanitaire qui contredit un décret, finalement réécrit pour une parution... le 22 !

Enfin, en guise de préparation de la rentrée 2020, aucun plan massif de recrutement n'est à l'ordre du jour mais uniquement quelques moyens redéployés, rien sur les effectifs par classe, le bâti insuffisant, les programmes à revoir...

En revanche, le ministre profite de cette période pour poursuivre ses réformes contre les personnels, comme le montrent le projet de loi sur la direction d'école, les 2S2C et la mise en place des « assises du numérique ».

Le temps n'est pas aux réformes rejetées par les personnels mais bien à un plan d'urgence pour l'École.

Pour un plan de recrutement massif

Exigeons des embauches massives de personnels titulaires permettant immédiatement :

- une baisse d'effectifs par classes avec des maxima de 15 en maternelle, 20 en élémentaire, collège et bac pro, 24 en LGT ;
- plus d'enseignant·es que de classes et des moyens de remplacement suffisants ;
- des effectifs étoffés pour la vie scolaire ;
- une véritable médecine scolaire ;
- le renforcement du service social ;
- l'amélioration des conditions de travail des personnels administratifs, techniques, sociaux et des AESH.

Cela commence par l'admission de tou·tes les admissibles aux concours, aucun licenciement de personnels précaires en fin de contrat et la titularisation de l'ensemble des non titulaires sans condition de concours et de nationalité.

Pour les salaires et les conditions de travail

- une hausse de salaire immédiate de 400 € mensuel pour tou·tes, la hausse de la valeur du point d'indice et une revalorisation de l'ensemble des grilles indiciaires avec un rythme d'avancement unique ;
- L'abandon des réformes des retraites et de la transformation de la Fonction publique ;
- la mise en place d'une véritable médecine de prévention ;
- la baisse généralisée du temps de travail ;
- l'abandon des logiques managériales ;

Le « télé enseignement » a accentué les inégalités sociales et scolaires. Il est urgent de préparer une rentrée qui rompe avec la logique comptable et réactionnaire actuelle. C'est l'occasion d'exiger un autre système éducatif permettant à l'ensemble des élèves de s'y retrouver. Pour cela, exigeons :

- la fin de la logique de l'autonomie des établissements et de leur mise en concurrence ;
- une refonte urgente des programmes pour mettre fin à l'encyclopédisme et l'élitisme ;
- la fin de la politique du Socle commun ;
- une orientation choisie pour les élèves et l'abandon de la sélection pour le supérieur ;
- l'arrêt des évaluations nationales ;
- le renforcement de l'éducation prioritaire avec une carte nationale comprenant les lycées, fixée sur des critères sociaux et avec des maxima réglementaires d'effectifs par classe.
- des moyens pour la formation professionnelle sous statut scolaire

Tout cela ne pourra se faire qu'avec un changement complet de la politique mise en œuvre par Jean-Michel Blanquer.

Exigeons l'abandon des réformes réactionnaires qui font toujours plus de l'École une machine de tri social fondée sur l'autoritarisme et la concurrence (réformes du baccalauréat et du lycée, de la voie professionnelle, de la formation des maîtres, loi Blanquer, loi ORE et Parcoursup...).

2S2C, vacances apprenantes, numérique, projet de loi sur la direction d'école...Ca suffit !

Le 24 juin, mobilisons-nous.

Exigeons un plan d'urgence pour la rentrée.

Des moyens pour une autre École!

TOUS AU RASSEMBLEMENT DU MERCREDI 24 JUIN 2020 INSPECTION ACADEMIQUE DU VAR , 14 h, RUE MONTEBELLO A TOULON

